

PROJET DE LOI

RELATIF A L'ORGANISATION DE LA POLYNESIE
FRANCAISE

Article 1er..- La Polynésie Française, composée des archipels des Iles du Vent, des Iles Sous-le-Vent, des Iles Australes, des Iles Tuamotu, des Iles Gambier, des Iles Marquises, constitue, au sein de la République française, conformément à l'article 72 de la Constitution, un territoire d'outre-mer doté de la personnalité juridique et de l'autonomie administrative et financière.

Son intégrité territoriale est garantie par la Constitution de la République et par la présente loi.

Le territoire de la Polynésie française administre et gère par ses représentants élus, les matières d'intérêt local dans les conditions prévues par la présente loi.

Il est représenté au Parlement et au Conseil Economique et Social de la République dans les conditions définies par les lois organiques.

Article 2..- Les institutions territoriales de la Polynésie française comprennent :

- le Conseil de gouvernement,
- l'Assemblée Territoriale,
- le Comité économique et social.

TITRE I

des institutions territoriales

Chapitre I

du Conseil de Gouvernement

Section I

Composition et formation

Article 3..- Le Conseil de gouvernement comprend :

- le haut-commissaire, chef de territoire, président ;
- un vice-président et six membres qui portent le titre de conseillers de gouvernement.

En cas d'absence ou d'empêchement du haut-commissaire, le vice-président exerce la présidence du Conseil de gouvernement. En outre, le vice-président exerce la présidence effective pour toutes les affaires de compétence territoriale. Dans ce cas, le haut-commissaire assiste aux séances et peut y prendre la parole.

Le secrétaire général assiste à titre consultatif aux séances du conseil et peut y prendre la parole.

Article 4.- Le conseil de gouvernement est élu par l'Assemblée Territoriale au scrutin de liste majoritaire à trois tours, avec dépôt de listes complètes, sans panachage ni vote préférentiel, ni modification de l'ordre de présentation.

Chaque électeur dispose d'un suffrage à donner à l'une des listes en présence. Le vote par procuration n'est pas admis.

Les listes des candidats sont remises au Président de l'assemblée, au plus tard la veille du jour fixé pour le premier tour de scrutin.

Des listes nouvelles peuvent être constituées après chaque tour de scrutin. Elles sont remises au président de l'assemblée au plus tard trois heures avant l'ouverture de la séance fixée pour le deuxième ou le troisième tour de scrutin.

Lecture est donnée des listes en présence avant l'ouverture de chaque tour de scrutin.

Si, aux deux premiers tours, aucune liste n'a obtenu la majorité absolue des membres composant l'assemblée, le troisième tour a lieu à la majorité relative.

Avant le scrutin, le porte parole de chaque liste doit exposer son programme devant l'assemblée.

Article 5.- Dans les quinze jours francs qui suivent l'élection du Conseil de gouvernement et lors de sa première réunion, les conseillers de gouvernement élisent en leur sein un vice-président.

Article 6.- Les dandidats doivent être citoyens français, jouir de leurs droits civils et politiques, être âgés de vingt trois ans au moins et, pour les personnes non originaires du territoire, y être domiciliées depuis cinq ans au moins. La perte de la nationalité ou des droits civils ou politiques par un conseiller de gouvernement après son élection, entraîne de droit la déchéance de ses fonctions, constatée par arrêté du haut-commissaire.

Article 7.- Les fonctions de vice-président ou conseiller de gouvernement sont incompatibles avec les emplois entraînant inéligibilité ou incompatibilité pour les élections des membres de l'assemblée territoriale.

En outre, les fonctions de vice-président et conseiller élus sont incompatibles avec la qualité de :

- membres du gouvernement de la République,
- député, sénateur ou conseiller économique et social,
- président ou membre de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,
- membre d'un conseil général,
- membre d'un conseil régional,
- membre d'une assemblée ou d'un conseil de gouvernement d'un autre territoire d'outre-mer.

Le vice-président ou le conseiller de gouvernement qui, lors de son élection, se trouve dans l'un des cas d'incompatibilité prévus ci-dessus, doit dans les quinze jours qui suivent son entrée en fonctions, se démettre des fonctions incompatibles avec son mandat.

S'il ne l'a pas fait, à l'expiration du délai de quinze jours prévu ci-dessus, il est réputé avoir renoncé aux fonctions de conseiller de gouvernement.

Le haut-commissaire avise le président de l'assemblée territoriale de l'incompatibilité survenue et de la décision prise par le conseiller de gouvernement.

Si un membre de l'assemblée territoriale, élu conseiller de gouvernement a renoncé à son mandat à l'assemblée dans les conditions précédentes, et s'il quitte ultérieurement ses fonctions de conseiller de gouvernement pour quelque cause que ce soit, il retrouve de droit son mandat à l'assemblée territoriale en lieu et place de son remplaçant sous réserve que celui-ci n'ait pas été désigné par une élection partielle.

Article 8.- En cas de vacances pour quelque cause que ce soit d'un ou de plusieurs postes de conseiller de gouvernement, il est pourvu à la vacance dans les conditions suivantes :

- s'il y a plusieurs sièges à pourvoir, il est procédé à une élection au scrutin de liste dans les conditions prévues à l'article 4 ci-dessus ;

- si un seul siège est à pourvoir, l'élection a lieu au scrutin uninominal, à la majorité absolue pour les deux premiers tours et à la majorité relative au troisième tour.

En cas d'égalité des suffrages au troisième tour, l'élection est assurée au bénéfice de l'âge.

Article 9.- Les élections au conseil de gouvernement peuvent être arguées de nullité par les candidats et par les membres de l'assemblée territoriale. Sont applicables en ce cas, les autres dispositions prévues par la présente loi pour le contentieux des élections à l'assemblée territoriale.

Article 10.- Le président de l'assemblée territoriale notifie immédiatement les résultats de l'élection du conseil de gouvernement au haut-commissaire qui les constate par arrêté.

Article 11.- Le conseil de gouvernement reste en fonctions jusqu'à l'expiration du mandat de l'assemblée qui l'a élu. Il assure cependant l'expédition des affaires courantes jusqu'à l'élection d'un nouveau conseil par l'assemblée renouvelée. Il en est de même en cas de démission collective du conseil.

Article 12.- Le vice-président et les conseillers de gouvernement peuvent présenter collectivement ou individuellement, par lettre recommandée leur démission au haut-commissaire qui en accuse réception ; sauf acceptation par ce dernier, cette démission n'est effective qu'après un délai de deux jours francs pendant lequel les conseillers peuvent retirer leur démission.

Le haut-commissaire en informe le président de l'assemblée territoriale.

Article 13.- Les élections, partielles ou complètes, du conseil de gouvernement ont lieu dans les quatorze jours de la constatation de vacance si l'assemblée est en session, sinon dans les quatorze jours après l'ouverture de la première session suivante.

Toutefois, si plus de trois vacances de conseillers de gouvernement sont constatées, l'assemblée est de droit convoquée en session extraordinaire pour pourvoir à leur remplacement.

Section II

Règles de fonctionnement

Article 14.- Le conseil de gouvernement tient séance au chef-lieu du territoire. Toutefois il peut fixer pour certaines séances déterminées un autre lieu de réunion.

Article 15.- Le conseil de gouvernement est convoqué au moins deux fois par mois et son ordre du jour est fixé par son président, en accord avec le vice-président. En cas de désaccord, le conseil décide à la majorité. En outre, l'inscription d'une question à l'ordre du jour est de droit lorsqu'elle est demandée par la majorité des membres élus du conseil.

Le secrétariat et la garde de ses archives sont assurés par ses soins.

Les dépenses nécessaires au fonctionnement du conseil de gouvernement sont à la charge du budget territorial. L'assemblée territoriale est tenue de voter les crédits correspondants.

Article 16.- Le conseil de gouvernement ne peut valablement délibérer qu'en présence du haut-commissaire ou de son suppléant légal et lorsque la majorité des membres élus est présente en séance. Il prend ses délibérations à la majorité des membres présents. Le haut-commissaire ne participe pas au vote.

En cas de partage, la voix du vice-président est prépondérante.

Article 17.- Le vice-président, dans le cas où il estimerait qu'une décision régulièrement prise par le conseil de gouvernement n'est pas suivie d'effet, peut adresser directement une requête au ministre chargé des territoires d'outre-mer à charge pour celui-ci d'y répondre dans un délai d'un mois. Il en tient informé le haut-commissaire.

Article 18.- Les débats du conseil de gouvernement ne sont pas publics. Ils ne sont soumis au secret qu'après une décision du conseil acquise à la majorité des membres présents.

Toutefois, les conseillers de gouvernement, sont au même titre que les fonctionnaires, tenus de garder le secret sur les affaires dont ils auraient pu avoir connaissance en raison de leurs fonctions.

A moins qu'il n'en soit autrement décidé par le conseil de gouvernement, les résultats de ses travaux sont portés à la connaissance du public par voie de communiqués.

Article 19.- Les conseillers de gouvernement perçoivent une indemnité payable mensuellement, et le cas échéant des frais de transport et des indemnités de missions, à la charge du budget territorial, et dont les montants sont fixés par l'assemblée territoriale par référence aux traitements et indemnités de fonctionnaires servant dans le territoire.

Les fonctionnaires en activité de service ou en service détaché élus membres du conseil de gouvernement ne peuvent cumuler cette indemnité avec leur traitement, mais le cas échéant, perçoivent la différence entre celui-ci et l'indemnité de conseiller.

L'assemblée territoriale peut en outre, attribuer au vice-président du conseil de gouvernement une indemnité forfaitaire annuelle pour frais de représentation.

L'assemblée peut également définir un régime de prestations sociales pour les membres du conseil de gouvernement.

Section III

Attributions du conseil de gouvernement et de ses membres

Article 20.- Le conseil de gouvernement gère collégalement les affaires locales. Il détermine, dans les domaines de cette compétence, l'action des services publics, chargés de l'administration territoriale.

Il arrête le projet de budget et le transmet à l'assemblée. Il a, concurremment avec celle-ci, l'initiative des dépenses.

Tous ses membres sont solidaires en ce qui concerne les mesures qu'il arrête dans le cadre de ses attributions.

Tous les actes du conseil de gouvernement sont signés par le vice-président et visés pour exécution par le haut-commissaire, sauf mise en oeuvre d'une procédure de seconde lecture ou d'annulation, dans les délais et conditions prévus par l'article 65 ci-après.

Si, ces procédures n'ayant pas été entamées, un acte n'est pas visé pour exécution dans les délais prévus, le vice-président peut requérir le haut-commissaire de procéder à ce visa. Si le haut-commissaire ne donne pas suite dans un délai de huit jours francs, le vice-président adresse, dans les conditions prévues à l'article 17, une requête au ministre chargé des territoires d'outre-mer, qui décide, dans les quinze jours francs de la réception de cette requête.

Article 21.- Sont délibérés par le conseil de gouvernement :

1°) les projets concernant les affaires à soumettre à l'assemblée territoriale ou à sa commission permanente ;

2°) les arrêtés pris pour l'application des délibérations de l'assemblée ;

3°) les décisions relatives aux questions suivantes :

a) administration des intérêts patrimoniaux et domaniaux du territoire, ventes, achats, échanges ou baux selon la réglementation générale délibérée par l'assemblée territoriale ;

b) acquisition, baux, location d'immeubles consentis au profit du territoire ;

c) acceptation ou refus des dons et legs au profit du budget territorial ;

d) actions à intenter ou à soutenir au nom du territoire et transactions sur les litiges ; en cas de contentieux entre l'Etat et le territoire, ce dernier étant représenté par le vice-président du conseil de gouvernement ;

e) projets, conditions, d'exécution et modes d'exploitation des ouvrages publics territoriaux, concessions de service public, concessions de travaux à effectuer pour le compte du territoire, la concession à un étranger ne pouvant être accordée que sur autorisation du haut-commissaire ;

f) conventions à passer avec les concessionnaires, fermiers et autres gestionnaires du territoire, cahiers des charges y afférents et tarif des redevances dont la perception est autorisée, fixation des règles et tarifs des prestations des services publics territoriaux et des concessions de matières, matériels et matériaux, fixation des tarifs, règles d'assiette et de recouvrement des taxes pour services rendus (à l'exclusion des taxes fiscales) ;

g) ordre dans lequel seront exécutés les travaux prévus au budget territorial ;

h) agrément des aérodromes privés ;

- i) préparation des programmes de vols nolisés ;
- j) organisation des services et établissements publics territoriaux ;
- k) mesures d'application de la réglementation relative au soutien à la production ;
- l) création, organisation, modification, suppression des organismes assurant dans le territoire la représentation des intérêts économiques ;
- m) programme d'études et détermination des domaines statistiques ;
- n) réglementation du commerce intérieur, et des prix ;
- o) préparation du programme annuel d'importation du territoire dans la limite des crédits en devises ouverts par l'Etat ;
- p) instruction des projets d'investissements émanant de personnes physiques ou morales de nationalité étrangère ; avis sur ces projets ;
- q) application et contrôle de la législation sur la répression des fraudes et de la réglementation des poids et mesures ;
- r) organisation générale des foires et marchés ;
- s) modalités d'application du Code du travail ;
- t) développement de l'éducation de base ;
- u) enseignement des langues locales ;
- v) codification des réglementations territoriales et mise à jour annuelle des codes.

Article 22.- Lorsque des circonstances exceptionnelles l'exigent, le conseil de gouvernement peut décider de suspendre ou réduire à titre provisoire, tous droits fiscaux d'entrée et de sortie et tous droits indirects frappant les articles à la production, à la circulation ou à la consommation.

Cette décision est soumise immédiatement à la ratification de l'assemblée territoriale si celle-ci est en session ; dans le cas contraire, la commission permanente est saisie et en fait rapport à l'assemblée territoriale, à sa première session suivante. La délibération de l'assemblée territoriale, devenue définitive prend effet pour compter de la date à laquelle a été prise la décision du conseil de gouvernement.

Si la décision du conseil n'est pas ratifiée par l'assemblée territoriale, son application cesse à compter de la décision de l'assemblée.

Article 23.- Les projets d'extension au territoire de la législation métropolitaine ainsi que les projets de loi de ratification de conventions internationales dont le champ d'application couvre le territoire et dont l'objet ressortit à la compétence territoriale sont soumis à l'avis préalable du conseil de gouvernement.

Le conseil de gouvernement est obligatoirement consulté en matière de contrôle de l'immigration et des étrangers, ainsi que sur les questions de protection civile et en matière de liaisons aériennes internationales.

Le conseil de gouvernement peut être consulté en outre par le haut-commissaire sur toute question relevant des compétences de l'Etat.

Le conseil de gouvernement reçoit communication des budgets des communes du territoire après leur adoption par les conseils municipaux.

Article 24.- Le conseil de gouvernement peut assortir les contraventions aux dispositions de ses actes réglementaires de peines d'emprisonnement n'excédant pas le maximum prévu en matière de simple police et d'amendes de 2.000 francs au maximum ou de l'une de ces peines seulement ; il fixe les échelles de peines applicables aux diverses catégories d'infractions. Ces infractions sont des contraventions de simple police. Le produit des amendes est versé au budget territorial.

Article 25.- Le haut-commissaire, président du conseil de gouvernement, représente le territoire en toutes circonstances, sous réserve des dispositions de l'alinéa 3° d) de l'article 21.

Il est le chef de l'administration territoriale et, en cette qualité, prend toutes mesures utiles pour l'exécution des décisions du conseil de gouvernement. Il peut déléguer tout ou partie de cette fonction au secrétaire général.

Il prépare le projet de budget territorial et le soumet au conseil de gouvernement qui l'arrête et le transmet pour délibération à l'assemblée territoriale.

Il est ordonnateur du budget territorial et peut déléguer ses pouvoirs en cette matière à un fonctionnaire relevant de son autorité.

Il prend en matière contentieuse territoriale toutes mesures conservatoires urgentes.

Il nomme après avis du conseil de gouvernement les chefs des services publics territoriaux.

Il assure la gestion du personnel.

Article 26.- Le conseil de gouvernement, par délibération, désigne, en son sein des conseillers-délégués chargés, dans un secteur de l'administration territoriale pouvant regrouper certains services et établissements publics :

- de contrôler l'exécution des décisions du conseil ;
- de saisir le conseil de propositions relatives au fonctionnement du secteur contrôlé.

Article 27.- Pour l'accomplissement de leurs missions, le haut-commissaire met à la disposition des conseillers-délégués, tant que de besoin, les chefs des services concernés.

A la demande des conseillers-délégués, les chefs de service sont entendus par le conseil de gouvernement.

Les conseillers-délégués rendent compte de l'exécution de leur mission au conseil de gouvernement. Ils sont entendus par l'assemblée territoriale à l'occasion de l'examen d'une affaire relevant de leur secteur.

Article 28.- Le vice-président est, en outre, chargé d'assurer, dans le respect de la mission propre à chacun d'eux, la liaison et la coordination générale entre les conseillers de gouvernement. Il présente chaque année à l'assemblée territoriale :

- lors de la première session ordinaire, un rapport spécial et détaillé sur la situation du territoire et l'état des différents services publics territoriaux.

- lors de la session budgétaire, un rapport sur le fonctionnement du conseil de gouvernement pendant l'année écoulée et sur les affaires qui vont être soumises à l'assemblée au cours de la session.

Ces rapports sont imprimés et distribués à tous les membres de l'assemblée territoriale huit jours au moins avant l'ouverture des sessions.

Chapitre II

De l'Assemblée territoriale

Section I

Composition et formation

Article 29.- L'assemblée territoriale est élue au suffrage universel direct.

La loi détermine les modalités des élections, le nombre et la répartition par circonscription des sièges et la durée des mandats de ses membres, qui sont rééligibles..

Article 30.- Restent applicables les dispositions du décret du 30 août 1945 fixant dans les territoires d'outre-mer les modalités des opérations électorales.

Immédiatement après le dépouillement du scrutin, chaque président de bureau de vote transmet au haut-commissaire le procès-verbal des opérations électorales accompagnées des pièces qui doivent y être annexées, le tout pour être remis à la commission de recensement prévue ci-après.

Le recensement général des votes est effectué au chef-lieu du territoire par une commission présidée par un magistrat et dont la composition est fixée par arrêté du haut-commissaire. Ces opérations sont constatées par un procès-verbal. Le résultat est proclamé par le président de la commission qui adresse immédiatement tous les procès-verbaux et les pièces au haut-commissaire.

Article 31. - Tout membre de l'assemblée territoriale pour une cause survenue postérieurement à son élection, se trouve rait dans un des cas d'inéligibilité ou d'incompatibilité prévus par la loi, ou se trouverait frappé de l'une des incapacités qui font perdre la qualité d'électeur, est déclaré démissionnaire par arrêté du haut-commissaire, soit d'office, soit sur la réclamation de tout électeur.

Article 32. - Lorsqu'un membre de l'assemblée aura manqué au cours de son mandat aux séances d'une session ordinaire sans excuse légitime admise par l'assemblée, il sera déclaré démissionnaire d'office par l'assemblée.

Lorsqu'un membre de l'assemblée donne sa démission, il l'adresse au président de l'assemblée ou au président de la commission permanente qui en donne immédiatement avis au haut-commissaire.

Article 33. - Les élections peuvent être arguées de nullité par tout électeur de la circonscription électorale, par les candidats et par les membres de l'assemblée territoriale et par le chef du territoire devant le conseil de contentieux du territoire.

Le recours du chef du territoire ne peut être fondé que sur l'inobservation des conditions et formalités prescrites par les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.

Les réclamations sont jugées sans frais, dispensés de timbre.

Section II

Fonctionnement

Article 34. - L'assemblée territoriale siège au chef-lieu du territoire.

Article 35. - L'assemblée territoriale tient chaque année et sur convocation du haut-commissaire, deux sessions ordinaires. La première, dite session administrative, s'ouvre entre le 1er Mars et le 31 mai. La seconde, dite session budgétaire, s'ouvre entre le 1er septembre et le 30 novembre. Toutefois le budget doit être voté avant le 31 décembre à défaut, il est fait application des dispositions prévues à l'article 49 ci-après.

L'assemblée fixe, par délibération, la date d'ouverture et la durée de ses sessions ordinaires. Cette durée ne peut excéder deux mois.

Si elle se sépare sans avoir fixé la date d'ouverture de sa prochaine session ordinaire, cette date est déterminée par la commission permanente.

Au cas où l'assemblée ne s'est pas réunie au cours de l'une des périodes mentionnées, le haut-commissaire peut modifier par arrêté pris après avis du conseil de gouvernement la période normale de session et convoquer l'assemblée en session ordinaire.

Les sessions sont ouvertes et closes par arrêté du haut-commissaire pris en conseil de gouvernement.

Article 36.- L'assemblée territoriale se réunit en session extraordinaire, dans les formes prévues à l'article précédent et sur un ordre du jour déterminé par l'arrêté de convocation, dans l'un des cas suivants :

- si les deux tiers au moins des membres de l'assemblée en adressent la demande écrite au président,
- à l'initiative du conseil de gouvernement,
- à l'initiative du haut-commissaire.

La durée des sessions extraordinaires ne peut dépasser un mois.

Article 37.- L'assemblée territoriale élit annuellement son président et son bureau dans les conditions fixées par son règlement intérieur.

Pour la première formation de l'assemblée, il est constitué un bureau provisoire sous la présidence du doyen d'âge, assisté des deux plus jeunes conseillers, présents.

Le président, a seul la police de l'assemblée. Il peut faire expulser de la salle des séances ou arrêter toute personne qui trouble l'ordre. En cas de crime ou de délit il en dresse procès-verbal et le procureur de la République en est immédiatement saisi.

Article 38.- Les délibérations de l'assemblée ne sont valables qu'autant que la moitié plus un des membres en exercice est présente. Si le quorum n'est pas atteint au jour fixé pour l'ouverture de la session, celle-ci est renvoyée de plein droit au troisième jour qui suit, dimanches et jours fériés non compris. Les délibérations sont alors valables quel que soit le nombre des membres présents. La durée légale de la session court à partir du jour fixé pour la seconde réunion.

Lorsque, en cours de séance, les membres présents ne forment pas la majorité de l'assemblée, les délibérations sont renvoyées au lendemain ; elles sont alors valables, quel que soit le nombre des votants.

Dans les deux cas, les noms des absents sont inscrits au procès-verbal.

Article 39.- L'assemblée établit son règlement intérieur qui fixe toutes les modalités concernant son fonctionnement non prévues par le présent chapitre. Elle règle l'ordre de ses délibérations et établit un procès-verbal de chacune de ses séances.

Les procès-verbaux sont signés du président de l'assemblée, adressés au haut-commissaire et publiés dans un délai de trente jours à compter de la séance.

Article 40.- Est nulle toute délibération de l'assemblée territoriale quel qu'en soit l'objet, prise hors du temps des sessions ou hors du lieu des séances. Le haut-commissaire, en ce cas, constate par arrêté motivé, la nullité des actes. Il prend les mesures nécessaires pour que l'assemblée se sépare immédiatement. Il rend compte au ministre chargé des territoires d'outre-mer.

Article 41. - Le haut-commissaire et le secrétaire général peuvent assister aux séances de l'assemblée et de sa commission permanente et y prendre la parole.

Le conseil de gouvernement est tenu informé de l'ordre du jour des travaux de l'assemblée et des commissions.

Le vice-président et les conseillers de gouvernement intéressés assistent de droit aux séances de l'assemblée et de ses commissions ils sont entendus sur les matières de leur compétence ; ils peuvent se faire assister de fonctionnaires ou agents de l'administration qui prennent le titre de commissaires.

Article 42. - L'assemblée territoriale fixe par délibération le montant et les conditions d'attributions de l'indemnité mensuelle allouée à ses membres, ainsi que les règles applicables au remboursement de leurs frais de transport.

Cette indemnité est fixée par référence au traitement d'une catégorie de fonctionnaires servant dans le territoire.

Elle ne peut se cumuler avec l'indemnité allouée aux membres des assemblées constitutionnelles.

Les fonctionnaires en activité de service ou en service détaché, membres de l'assemblée territoriale, perçoivent le complément, entre leur traitement, majoré éventuellement des frais de déplacement, et l'indemnité de membre de l'assemblée ou seulement leur traitement majoré éventuellement des frais de déplacement, quand le total est supérieur à ladite indemnité.

L'assemblée territoriale peut, en outre, voter pour son président une indemnité forfaitaire annuelle pour frais de représentation.

Elle peut prévoir, par son règlement intérieur, que l'indemnité ne sera pas versée en totalité aux conseillers territoriaux absents sans excuse valable à un certain nombre de séances plénières ou de commissions.

L'assemblée peut également définir pour ses membres un régime de prestations sociales.

Article 43. - L'assemblée territoriale élit chaque année en son sein, une commission permanente, composée de sept membres, qui sont rééligibles.

La commission permanente élit son président et son secrétaire.

La commission permanente ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres est présente ; ses délibérations sont prises à la majorité des membres la composant ; en cas de partage, la voix de son président est prépondérante. Il est dressé procès-verbal des délibérations. Les procès-verbaux font mention du nom des membres présents.

Les autres modalités de fonctionnement de la commission permanente sont fixées par le règlement intérieur de l'assemblée territoriale.

La commission permanente règle, en dehors des sessions de l'assemblée, les affaires qui lui sont renvoyées par l'assemblée dans les limites de la délégation qui lui est faite. Elle peut, en cas d'urgence, décider par délibération, sous réserve des dispositions de

Article 48, l'ouverture de crédits supplémentaires et des prélèvements sur la caisse de réserve.

Le haut-commissaire président du conseil de gouvernement, est tenu d'adresser à la commission permanente au commencement de chaque mois, l'état détaillé des distributions de crédits et des mandats de paiement du mois précédent, concernant le budget local.

Dans l'intervalle des sessions, les projets soumis aux délibérations de l'assemblée territoriale par le conseil de gouvernement et les propositions émanant des membres de l'assemblée sont déposées sur le bureau de la commission permanente.

Section III

Attributions.

Article 44.- L'assemblée règle par ses délibérations les matières qui ne sont pas de la compétence de l'Etat ou de celle du conseil de gouvernement, telles que définies par la présente loi. Les compétences précédemment attribuées au territoire ne sont réduites en aucune matière par la présente loi.

Article 45.- Les délibérations prises en application de l'article 44 peuvent intervenir nonobstant toutes dispositions législatives ou réglementaires contraires antérieures à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, mais sous réserve des conventions internationales, de la législation et de la réglementation en matière de Code maritime, des dispositions de la loi du 15 décembre 1952, des décrets n° 55-625 et 55-634 du 20 mai 1955, du décret N° 54-1020 du 14 octobre 1954, des lois et règlements sur la répression des fraudes et sur le contrôle des poids et mesures, et des codes de déontologie.

Les lois et décrets relatifs à ces matières restent en vigueur avec valeur de règlements territoriaux tant qu'ils n'ont pas été abrogés ou modifiés par délibération de l'assemblée territoriale.

Article 46.- L'assemblée territoriale a le pouvoir d'édicter des peines d'emprisonnement n'excédant pas le maximum prévu en matière de contraventions et des peines d'amende n'excédant pas 2000 francs ou des peines de l'une ou l'autre espèce, à l'encontre des auteurs d'infractions aux règlements qu'elle édicte.

Elle peut aussi prévoir l'application de peines correctionnelles mais sous la réserve d'une homologation préalable de sa délibération par la loi ; jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi d'homologation les auteurs des infractions prévues par la délibération sont passibles des peines applicables aux auteurs de contraventions de la cinquième classe.

Sous la réserve prévue à l'alinéa précédent, l'assemblée territoriale peut également assortir ces infractions de sanctions complémentaires à prononcer par les tribunaux, dans la limite de celles prévues par la législation et la réglementation métropolitaine pour des infractions de même nature, telles que confiscation d'objets utilisés pour les commettre, démolition de construction, retrait de permis de conduire des véhicules, fermeture d'établissements, incapacités professionnelles.

Dans la même limite l'assemblée territoriale peut également régler le droit de transaction en toutes matières administratives, fiscales, douanières et économiques de sa compétence.

Article 47. - Sont obligatoirement soumis à l'avis de l'assemblée territoriale :

- a) les comptes administratifs relatifs à l'exécution des budgets du territoire, des régies territoriales et des établissements publics territoriaux ;
- b) la situation annuelle des fonds du territoire ;
- c) toutes matières pour lesquelles la consultation est expressément prévue par des dispositions législatives ou réglementaires ;
- d) la nomination du représentant, choisi dans le territoire, au conseil de surveillance de l'Institut d'émission d'outre-mer dont dépend le territoire ;
- e) sous réserve de l'application du décret modifié n° 56-1129 du 3 décembre 1956 portant réorganisation et décentralisation des postes et télécommunications d'outre-mer, l'homologation des tarifs postaux et des taxes téléphoniques et télégraphiques du régime intérieur, ainsi que tous les programmes concernant l'établissement, l'aménagement, l'équipement et l'entretien des réseaux téléphoniques et télégraphiques et du service radioélectrique intérieur ;
- f) les projets de loi de ratification de conventions internationales dont le champ d'application couvre le territoire et dont l'objet ressortit à la compétence territoriale.

Les observations éventuelles de l'assemblée sur les comptes du territoire sont adressées dans un délai de trente jours francs au haut-commissaire qui en transmet une copie à la Cour des Comptes par l'intermédiaire du ministre chargé des territoires d'outre-mer.

Lorsque l'assemblée ne s'est pas prononcée sur les matières qui lui sont soumises au titre du présent article pendant la session en cours à la date de leur dépôt ou ouverte après cette date, ni pendant la session ordinaire ou extraordinaire suivante, elle est réputée n'avoir aucune observation à formuler.

Dans les matières de la compétence de l'Etat, l'assemblée territoriale peut adopter des vœux, tendant soit à étendre des lois ou règlements métropolitains, soit à abroger, modifier ou compléter les dispositions législatives ou réglementaires applicables au territoire ; ces vœux sont adressés par le président de l'assemblée territoriale au Haut-commissaire et transmis par celui-ci au ministre chargé des territoires d'outre-mer.

CHAPITRE III

Des rapports entre l'assemblée territoriale et le conseil de gouvernement

Article 48. - L'assemblée territoriale ou sa commission permanente est saisie, soit de projets de délibérations par le conseil de gouvernement soit de propositions de leurs membres.

Toutefois, ces projets et propositions ainsi que leurs amendements, formulés par leurs membres, ne sont pas recevables lorsque leur adoption aurait pour conséquence une diminution des ressources du territoire ou la création ou l'aggravation d'une charge publique, sauf création simultanée de recettes équivalentes. Leur adoption serait nulle de droit.

Article 49.- Si le budget n'a pas été rendu exécutoire avant le 1er janvier le haut-commissaire ouvre par arrêté des crédits provisoires mensuels, sur la base de crédits inscrits au budget précédent.

Si l'assemblée territoriale ne se réunit pas ou se sépare sans avoir voté le budget, le ministre chargé des territoires d'outre-mer peut établir par arrêté, sur proposition du haut-commissaire, un budget d'office, sur la base du budget et du tarif des taxes établis pour l'exercice précédent.

Article 50.- Les actes de l'assemblée et de sa commission permanente sont notifiés en double exemplaire, accompagnés d'un extrait des procès-verbaux des séances se rapportant à leur discussion et leur adoption, dans un délai de trente jours francs à compter de la date de leur adoption, au haut-commissaire qui assure aussitôt la communication de l'un d'eux au ministre chargé des territoires d'outre-mer.

Article 51.- La perception des impôts, taxes, contributions et droits de toute nature se fait sur les bases anciennes et d'après les tarifs antérieurs jusqu'à publication des actes les instituant ou les modifiant.

Article 52.- Les délibérations prises par l'assemblée territoriale ou sa commission permanente au cours d'une session ordinaire ou extraordinaire commencée avant le 1er janvier en matière de contributions directes ou taxes assimilées, sont applicables à compter de cette date, même si elles n'ont pas été adoptées ou rendues exécutoires auparavant.

Article 53.- L'assemblée territoriale peut mettre en cause la responsabilité collective des conseillers de gouvernement par le vote d'une motion de censure. Celle-ci n'est recevable que si elle est signée par au moins douze membres de l'assemblée. Le vote ne peut avoir lieu que deux jours francs après son dépôt. Seuls sont recensés les votes favorables à la motion de censure, qui ne peut être adoptée qu'à la majorité des trois cinquièmes au moins des membres composant l'assemblée. Il ne peut être déposé plus d'une motion de censure par session.

Article 54.- L'adoption de la motion de censure met fin aux fonctions des conseillers de gouvernement. De nouvelles élections du conseil de gouvernement ont lieu dans les conditions fixées par l'article 13.

CHAPITRE IV

Du comité économique et social

Article 55.- Le comité économique et social de la Polynésie française est une assemblée consultative composée de représentants des groupements professionnels et des associations qui concourent à la vie économique, sociale et culturelle du territoire.

Article 56. - Chaque catégorie d'activité est représentée au sein du comité économique et social, par un nombre de conseillers proportionnel au nombre de citoyens se livrant à cette activité et correspondant à l'importance de celle-ci dans la vie générale du territoire.

Le comité économique et social ne peut compter plus de membres que l'assemblée territoriale.

Article 57. - Les membres du comité économique et social doivent être citoyens français, âgés de vingt-cinq ans révolus, jouir de leurs droits civils et politiques et, pour les personnes non originaires du territoire y être domiciliées depuis cinq ans au moins. Ils doivent, en outre, exercer, depuis au moins deux ans l'activité qu'ils représentent.

Article 58. - Les membres du conseil de gouvernement, de l'assemblée territoriale, les maires, adjoints et conseillers municipaux, ne peuvent faire partie du comité économique et social de la Polynésie française.

Article 59. - Des arrêtés du conseil de gouvernement, pris après avis de l'assemblée territoriale, déterminent :

- la liste des organismes représentés au sein du comité économique et social,
- le mode de désignation de leurs représentants par lesdits organismes,
- le nombre des sièges attribués à chaque organisme représenté,
- le nombre total des membres du comité économique et social.

Article 60. - Les sessions ordinaires du comité économique et social coïncident avec celles de l'assemblée territoriale. Les règles de fonctionnement du comité seront fixées par arrêté du conseil de gouvernement, après avis de l'assemblée territoriale.

Article 61. - Le comité économique et social, lorsqu'il est saisi par le conseil de gouvernement ou l'assemblée territoriale, donne son avis sur les projets de caractère économique et social ou culturel qui lui sont soumis, à l'exclusion de tous autres.

Ses attributions, ainsi que les conditions dans lesquelles il les exerce, seront déterminées par arrêtés du conseil de gouvernement après avis de l'assemblée territoriale.

TITRE II

de la représentation de la République dans
le territoire

CHAPITRE 1er

des compétences de l'Etat.

Article 62. - Sous réserve des dispositions des articles 21,

et 68, le domaine de la compétence de l'Etat comprend les matières suivantes :

- affaires étrangères, contrôle de l'immigration et contrôle des étrangers ; communications extérieures (navigation maritime et aérienne ; postes et télécommunications) monnaie, Trésor, crédit, relations financières avec l'étranger, commerce extérieur ;
- défense - (organisation, sécurité générale, maintien de l'ordre, protection civile, matières premières stratégiques telles que définies par la décision du 14 avril 1959) ;
- nationalité ; organisation législative de l'état-civil ;
- droits civils, à l'exclusion de la procédure civile ;
- justice et organisation judiciaire, à l'exclusion des frais de justice ; droit pénal ; procédure pénale, à l'exception de la réglementation pénitentiaire ;
- administration communale et tutelle des collectivités locales ;
- enseignement secondaire, enseignement supérieur ;
- radiodiffusion et télévision ;

Toutes les autres matières sont de la compétence territoriale.

L'Etat conserve ses droits de souveraineté et de propriété sur son domaine public et privé, terrestre maritime et aérien, l'exploitation des richesses naturelles du domaine maritime restant de la compétence du territoire.

Est transférée au domaine public du territoire, dans les Iles Marquises, la propriété inaliénable de la bande côtière dite des cinquante pas géométriques.

CHAPITRE II

Du haut-commissaire de la République.

Article 63. - Le haut-commissaire de la république est dépositaire des pouvoirs de la République, représentant du gouvernement et chef des services d'Etat.

Le haut-commissaire est assisté dans toutes ses fonctions par un secrétaire général nommé par décret, qui le supplée de plein droit en cas d'absence ou d'empêchement et auquel il peut déléguer tout ou partie de ses attributions, sous réserve des dispositions de l'article 3.

Article 64. - Le haut-commissaire promulgue les lois et décrets dans le territoire, après en avoir informé le conseil de gouvernement. Il assure leur exécution. Il est ordonnateur des recettes et des dépenses civiles de l'Etat et peut déléguer ses pouvoirs en cette matière à un fonctionnaire relevant de son autorité.

Il assure, au nom de l'Etat, dans les conditions prévues par la législation ou la réglementation en vigueur, le contrôle des organismes ou personnes publics ou privés bénéficiant de subventions ou contributions de l'Etat.

Il prend des règlements dans les matières relevant de sa compétence.

Il assure l'ordre public, le respect des libertés publiques et des droits individuels et collectifs.

En matière de défense, il exerce les fonctions prévues par la législation et la réglementation en vigueur dans les territoires d'outre-mer. Il peut proclamer l'état d'urgence dans les conditions prévues par les lois et décrets, à charge d'en rendre compte au ministre chargé des territoires d'outre-mer.

Article 65. - Le haut-commissaire veille à la légalité des actes des autorités territoriales. Il rend exécutoires, par arrêté, les délibérations de l'assemblée territoriale dans un délai de trente jours francs à compter de la date où il en est saisi.

Dans ce délai, le haut-commissaire peut appeler l'assemblée territoriale ou le conseil de gouvernement à se prononcer en seconde lecture sur les délibérations qu'ils ont prises, lorsqu'il estime qu'elles ne satisfont pas à l'intérêt général ou à la bonne administration du territoire ; ce délai est suspensif.

Le haut-commissaire peut en outre demander l'annulation totale ou partielle, prononcée par décret en conseil d'Etat, des délibérations de l'assemblée territoriale ou du conseil de gouvernement, pour illégalité, excès de pouvoir, atteinte à la défense nationale, si ces délibérations ont été confirmées, en tout ou en partie, en seconde lecture. La même prérogative appartient au ministre chargé des territoires d'outre-mer.

L'exécution de l'acte en cause est alors suspendue ; s'il s'agit d'une délibération de l'assemblée territoriale le haut-commissaire en avise son président, ou, en dehors des sessions, le président de la commission permanente.

S'il s'agit d'un acte du conseil de gouvernement, le haut-commissaire en avise le vice-président du conseil de gouvernement.

Si son annulation n'est pas prononcée dans un délai de quatre-vingt dix jours francs après la notification au haut-commissaire de sa confirmation en seconde lecture, la délibération est rendue exécutoire dans le délai de huit jours francs.

Article 66.- Si certaines dépenses obligatoires, définies par le décret N° 57-466 du 4 avril 1957 et l'article 15, dernier alinéa, de la présente loi, ont été omises ou insuffisamment dotées au budget territorial, le haut-commissaire demande au ministre que les crédits nécessaires soient inscrits d'office au budget par décret en conseil d'Etat, il y est pourvu soit par prélèvement sur les inscriptions pour dépenses diverses et imprévues, soit par réduction de dépenses facultatives, soit par imputation sur les fonds libres, soit par majoration de taxes fixées par décret.

Article 67.- L'assemblée territoriale et le conseil de gouvernement peuvent être dissous par décret pris en conseil des ministres lorsque le fonctionnement des pouvoirs publics territoriaux est menacé.

En cas de dissolution de l'assemblée territoriale, il est procédé dans les trois mois à de nouvelles élections.

Article 68.- Le haut-commissaire est habilité à négocier, sur instruction du gouvernement de la République et après consultation du conseil de gouvernement, avec les gouvernements des pays adhérents à la Commission du Pacifique Sud, des conventions à caractère culturel, commercial et technique, présentant un intérêt direct pour le territoire.

Titre III

De l'aide technique et financière contractuelle

Article 69.- A la demande du territoire, l'Etat pourra apporter dans le cadre des lois de finances son concours financier et technique aux investissements économiques et sociaux, et notamment aux programmes de formation et de promotion.

Les modalités de ces concours seront fixées pour chaque opération ou groupes d'opérations connexes par des conventions qui définiront notamment les conditions de préparation, d'exécution de financement et de contrôle.

L'Etat pourra en outre participer au fonctionnement des services territoriaux soit par détachement de personnel, soit sous forme d'aide financière. Les conditions de ces participations seront fixées par des conventions.

Article 70.- Dans le cas où les besoins des services publics territoriaux exigent le concours d'organismes ou d'établissements publics métropolitains, les principes et les modalités de leur intervention sont déterminées par des conventions passées entre eux et le territoire.

Des conventions peuvent notamment fixer les conditions d'utilisation par le territoire des postes émetteurs de radiodiffusion et de télévision établis dans le territoire.

Titre IV

Dispositions diverses et transitoires

Article 71. - L'assemblée territoriale exerce les attributions prévues par la présente loi jusqu'à l'expiration de son mandat en cours.

Le conseil de gouvernement en exercice assure l'expédition des affaires courantes jusqu'à l'élection d'un nouveau conseil, qui doit intervenir dans les quinze jours de la réunion de la première session de l'assemblée territoriale.

Article 72. - Sont abrogées toutes dispositions législatives ou réglementaires contraires à la présente loi et notamment :

- le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français d'Océanie ;
- le décret du 24 mai 1932 autorisant le gouverneur des Etablissements Français d'Océanie à interdire l'accès et le séjour dans certaines îles de la colonie aux personnes qui n'en sont pas originaires ;
- le décret du 11 décembre 1932 sur le régime de la presse dans les Etablissements Français d'Océanie ;
- le décret N° 46-2379 du 25 octobre 1946 ;
- le décret N° 57-812 du 22 juillet 1957 à l'exclusion de son article 58 ;
- l'ordonnance N° 58-1337 du 23 décembre 1958.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le